

DISCOURS

EN FORME DE DIALOGUE.

De deux Polonois d'avis differens

Sur l'affaire de

C O U R L A N D E

Agitée dans le dernier

SENATUS-CONSILIUM.

en 1758.

Traduit du Polonois.



Hist. pol. 6437

DISCOURS

EN FORME DE DIALOGUE

De deux Polonois d'opinions

Sur l'Etat de

COURLAINE

SENATUS-CONSULTUM

250107

en 1778.

Traduit du Polonois.

Prémier Gentil-homme soutenant la pluralité des voix du Senat.

IL est impossible de ne point convenir, que c'est par une grace particuliere de Dieu, que nous avons pour Roy, un Prince, dont toutes les démarches n'envisagent que le bien public; & ses soins Paternels doivent nous assurer, que pendant son Regne (fût il le plus long) nos Loix & nos libertés ne souffriront jamais la moindre atteinte.

Le Second Gentil-homme soutenant le contraire.

JE le souhaite aussi ardemment que Vous, Monsieur. Cependant permettez moi de Vous demander Votre avis sur la conduite présente du Senat. Ne Vous semble-t-il pas comme à moi qu'il s'arroge le Droit de traiter des affaires d'Etat, dont la décision ne sauroit dépendre que de toute la Republique, ainsi qu'il est porté par tant de Constitutions & particulièrement par celle de 1717.

Le Prémier Gentil homme.

Avoir du zèle pour le maintien des Loix & des libertés de notre chere Patrie, c'est mériter de justes louanges; mais prétendre, que le Senat se mêle des affaires d'Etat, c'est une imputation que Vous ne sauriez jamais prouver, & qui deroge à bien des sentimens. Instruisez-moi, s'il Vous plaît de quelle affaire d'Etat Vous entendez parler?

Le Second.

LE Conseil du Senat a-t-il jamais pû se mêler d'avantage des affaires d'Etat, que cette fois-ci en conseillant au Roy de conferer le Duché de Courlande au Prince Charles, sans vouloir en attendre la décision de la République entiere?

Le Premier.

SI dans ce Conseil il eût été question d'une nouvelle disposition à faire au sujet de la Courlande, comme: d'accorder à quelque Puissance des Droits acquis sur cette Province, ou bien de la partager en Palatinats & Districts (ainsi que le sont d'autres Provinces de la République:) il auroit fallu sans contredit le Consentement de toute la République. Mais dès que ce Conseil n'a fait, que demander l'exécution de la Loi, qui ordonne, que la Courlande ait son Duc, en peut-on tirer la conséquence, que le Senat décide des Matieres d'Etat sans attendre l'avis d'une Diette? après que tous les trois Ordres y ont déjà pourvû en 1736. par l'ordonnance suivante, qui porte: „ que dans le cas où le Duc „ Ferdinand de la Maison de Kettler viendrait à mourir „ sans heritier mâle, le Duché de Courlande ne seroit point „ partagé en Palatinat (comme on l'avoit déjà établi à Gro- „ dno en 1726.) mais que Sa Majesté le donneroit en Fief par „ son Diplome à un Duc. „ Ainsi demander l'accomplissement d'une ordonnance faite par les mêmes Erats, est-ce une affaire d'Etat, qui exige encore leur avis?

Le

SANS doute Monsieur, parcequë de tous tems la Republique a decidé même des differends particuliers du Duc & de la Noblesse de Courlande, ce que l'on peut prouver par les six Commissions, qu'elle y a envoyées sous le Regne des Rois, Jean Casimir, Michel, Jean III. & Auguste II. D'ou il est évident, que si la Republique a voulu décider des Affaires domestiques du Duc & de la Noblesse, il lui appartient à plus forte raison de donner le Diplome, qui est un sujet de bien plus grande importance. C'est donc une affaire d'Etat, dont la décision dépend de tous les trois Ordres de la Republique.

Le Premier

LA forme du Gouvernement de Courlande de l'année 1617. inserée dans le Code de nos Loix, & approuvée par la Constitution de 1736. porte en propres termes: Toutes les fois, qu'il s'elevera une dispute entre le Duc & entre la Noblesse touchant leurs Biens-fonds ou autres affaires, ce Procès doit se vuider devant le Roy immédiatement. *Si lis inter Principem & Nobilem unum sive plures de Possessionibus aliisque rebus orta fuerit, causa ea IMMEDIATE CORAM REGIA MAIESTATE intentabitur.* Cet article étant si clair par lui-même, ne donne point à entendre que les affaires particulieres de Courlande aient été tenuës d'attendre la décision de toute la Republique, mais bien, que si jamais la

Republique s' en est mêlée, elle en a eû d'autant plus de complaisance pour les Courlandois. C' est cette même Republique, qui dans sa Loi de 1736. a approuvé la même forme de Gouvernement de Courlande, & c'est elle aussi, qui a donné au Roy le pouvoir de créer le Duc, sans se réserver, qu' on dût encore attendre d' elle la décision imaginaire de cette création. Dites moi, je Vous prie, quelle raison avez-vous de mettre en doute la forme du Gouvernement de Courlande & le pouvoir donné au Roy en 1736? Il me semble, que, tant que la Republique ne change pas ses Loix & ses ordonnances, elles doivent toujours avoir la même valeur, & être également executées.

Quant aux six Commissions, dont vous avez fait mention, elles n'ont été nommées, que pour terminer les différends, qui étoient survenûs entre le Duché de Courlande & entre la Litvanie, au sujet des limites, nommément de la Samogitie, des Districts de Braslau & de Piltin, &c. La Republique en a agi alors, ainsi qu' elle le fait encore tous les jours, lors qu'elle expedie des Commissions pour de pareilles contestations, qui s' elevent dans nos Palatinats; il ne s'ensuit de-là aucunement, que l'envoy de ces sortes de Commissions, doive préjudicier au pouvoir du Roy, qu' il a acquis en 1736. de créer le Duc, car toute Loi une fois bien dûment établie, est censée être égale a toutes les autres Loix, & n'admet aucune dispute; *Lex jubet non disputat.*

Le Second.

MAis Sa Majesté nous a assuré par un Serment dans ses *Pacta Conventa*: que dans les Affaires de Courlande Elle s'employera conjointement avec la République par ces propres paroles: *Conjunctim cum Repub: curas nostras impendem9.*

Le Premier.

Permettez Monsieur, que je Vous avertisse ici d'une regle generale: que lorsque l'on veut convaincre quelqu' un par les paroles de la loi, l'on n'en doit jamais tronquer la phrase. Pour Vous faire voir que ce que Vous venez de citer, ne regarde nullement le sujet dont il est question Je m'en vais Vous en bien rapporter fidelement tout l'Article tiré du VI. Vol. des Constit: de 1736. 929. page - titre: *Pacta Conventa.* „Pareillement, afin que le Duché de Cour-
„ lande devienne libre des pretensions étrangères, & que
„ le Duc Ferdinand, qui en a déjà reçu l'investiture, puisse
„ se servir de ses droits, & parvenir à la possession de ses
„ biens (parceque plusieurs domaines de sa Menſe ſe trouvoient pour lors entre les mains de l' Imperatrice de Ruſſie
„ Anna Iwanowna, à titre de Douaire) de même que les
„ habitans de ce Duché, quoique le Duc en ſoit actuellement
„ *absent*, toute fois ſe trouvant dans le Royaume, lui
„ rendent cependant toute obeïſſance due, pour cette fin Nous
„ joindrons nos Soins à ceux de la République ſans delay.
Similiter Xięstwo Kurlandzkie, aby ab externis prętenſio-
nibus

*nibus uwolnionie było, y Xiąże Jmć Ferdynand iako investi-
tus, juribus suis aby mogł uti, y przyisć ad Possessionem
Bonorum; także, aby Obywatele tego Xięstwa iemu, lubo nunc
ob impedimenta extranea absenti, in Regno iednak commo-
ranti debitam pręstent obedientiam, conjunctim cum Republi-
ca curas nostras INDILATE impendemus. Jugez, je Vous prie,
si ces paroles; nous joindrons nos soins à ceux de la Republi-
que SANS DELAI, qui doivent être prises pour le bien des
affaires qui regardoient personnellement le Duc Ferdinand
puissent tirer à consequence pour empêcher d'expedier le
Diplome a un nouveau Duc?*

Le Second.

D'Accord. Mais Sa Majesté en consequence de cette loi
de 1736. a déjà donné son Diplome au Duc Erneste de
Biron, qui vit encore, il a des enfans mâles, comment donc
peut-on donner un autre Diplome au Prince Charles pour
le même Duché, sans en consulter la Republique?

Le Premier.

Personne, je crois, dans l'Europe, n'ignore la fatale car-
rière, que Biron a corruë, ayant voulû contre les loix
Proclates de Pologne, & celles de Courlande, rester au ser-
vice, & dans la Régence, de l'Empire de Russie sans s'embar-
rasser du crime de felonie, il étoit absent de son Duché (ce
qui exigeoit absolument une dispense de la Republique, ainsi
qu'elle l'avoit accordée au Duc Ferdinand dans les *Pacta Con-
venta*

venta par ces termes: *quamvis (lubo) nunc ob impedimenta extranea absenti, in Regno tamen (iednak) commoranti*. & c' est par où il a attiré sur le Duché une infinité de maux, ayant commencé à payer les dettes des terres de la Menſe Ducale avec l'argent de Ruſſie, titre du ſequeſtre, dans lequel elles ſont depuis dixhuit ans juſqu' à ce jour. Son ſort, ſa ſentence depuis l'an 1741, ont été hautement déclarés par pluſieurs reprises aux Etats de Courlande par les Miniſtres de la Cour Imperiale; les Actes de cet Empire expliquent ſes crimes, & les motifs, qui l'ont porté à juger & à condamner ce Duc avec toute ſa Famille, à l'emprisonnement perpetuel, dont ni lui, ni ſes fils, ne ſauroient être jamais relâchés. Sa Majeſté n'a rien oublié de ce qui pouvoit ſervir à l'élargiſſement de ce Duc. Elle y a même employé l'avis du Senat en 1750. (choſe encore memorable, que perſonne alors n'a renvoyé cette affaire, *quoiqu'elle regarda la Courlande*, à la connoiſſance de toute la Republique) mais tous ſes ſoins furent infructueux, parceque cet Empire a toujours fermé l'oreille à toutes les ſollicitations, qui pouvoient avoir pour objet la liberté de Biron, ou d'un de ſes fils. Les choſes en cet Etat dites-moi, ce qu' il reſtoit, à faire au Roy, qui eſt obligé par la loix de 1736. de donner abſolument ce Duché à quelqu' un après la mort du Duc Ferdinand? doit-il encore attendre la volonté d'une autre Diette?

lorsqu'il fait, ce que la dite loi exige de lui, & qu'il est continuellement sollicité par les Etats de Courlande, qui dès les tems du Duc Ferdinand ayant beaucoup souffert, ne font du depuis que demander un Duc. D'ailleurs Sa Majesté à encore ce motif de plus, que la Cour de Russie par l'amitié, qu'Elle porte à S. A. R. le Prince Charles, a fait déclarer & promettre tant aux Etats de Courlande, qu'au Roy & à Nos Senateurs par Ses Ministres qui se trouvent de la part de cette Cour tant à Mieltau, qu'à Varsovie, qu'Elle levera le dit Sequestre des Terres Ducales en Courlande, & que Biron & ses fils doivent être regardés comme morts civilement. Que doivent donc faire le Roy & le Senat, doivent-ils attendre l'interpretation de la loi de 1736. défendue par toutes les loix, & différer de donner le Diplome jusqu'au tems de la prochaine Diette?

Ce seroit autre chose, si la République en donnant au Roy le pouvoir de créer un Duc de Courlande y avoit nommé en même tems Biron, & lui eût ajouté la condition, qu'elle avoit prescrite autre fois aux Ducs de la Famille de Kettler: *que leurs enfans mâles venant à manquer le Duché dût retomber au Domaine utile de la République; ou bien, si en faisant le Prince Charles Duc, il en resulroit quelque désavantage, ou préjudice à la République, on pourroit alors soutenir avec raison, que cette affaire étant proprement une affaire d'Etat*

d'Etat doit être portée à l'avis des trois Ordres; mais comme il ne se trouve point dans la loi de 1736, qu'une personne y soit désignée, mais au contraire la Nomination du Prince Charles faite à la demande des Etats de Courlande, procurant à cette Province bien des avantages réelles, il est inutile de s'imaginer, qu'il faille encore attendre une autre loi, pour autoriser le Roy à nommer un Duc, puisque celle de 1736. s'est expliquée à ce sujet. On dira peut-être que Biron, ne s'est point attiré l'exil en Sibirie comme Duc, mais comme Regent de Russie, & que par cette raison il faudroit prendre l'avis de la Republique pour la Nomination du Prince Charles. On répondra à cette foible objection, que la Republique n'a jamais nommé Biron Duc, mais simplement donné pouvoir au Roy de conférer le Diplome sur le Duché de Courlande à qui lui plairoit. Je vous demande à présent, s'il est besoin de différer l'exécution de la loi jusqu'à une autre Diette?

Le Second.

JE trouve de très fortes raisons pour renvoyer cette affaire à la Diette Premièrement la Constitution de 1736. a permis au Roy de donner le Diplome, Sa Majesté l'a déjà effectué, ainsi Elle n'en peut plus donner à d'autres, car si je ne me trompe, ce pouvoir donné au Roy ne s'entend que pour une seule fois. Secondement: on ne peut pas donner

une Patente, après en avoir donné une à une autre personne auparavant, ainsi, pour que le nouveau Diplome pût être conféré au Prince Charles sur celui de Biron, il faut le consentement des trois Ordres. Troisièmement, & ce qui ne fau-
roit avoir de replique, c'est que la Commission de la Repu-
blique erigée en 1726. & prolongée par la Constitution de
1736. a autorisé Biron comme Duc à Dantzic en 1737. Donc,
les démarches de la même Commission devroient obliger de
remettre cette affaire à la Resolution de la Republique
entiere.

Le Premier.

IL ne m'est pas difficile de détruire les trois raisons, que
vous alleguez. Quant à la Première: que le Pouvoir du
Roy à donner le Diplome ne s'entend que *pour une seule fois*,
le terme: *pro hac sola vice* ne se trouve pas dans la Constitution
de 1736. je conviens avec vous, qu'il est de certaines Char-
ges & Dignités du Ministère, que nos Rois ont la permissi-
on de conferer à leurs gré, *les unes pendant la Diète, les*
autres independamment de la Diète, les quelles étant une
fois données & devenues vacantes, Les Rois ne sont plus
Maîtres à les donner à d'autres, sans attendre la resolution
des Etats; Mais le Duché de Courlande ne doit pas être com-
pris dans cette classe. Votre proposition, comme si ce n'e-
toit que *pro hac sola vice*, est donc purement *imaginaire &*
arbi-

arbitraire, & par conséquent contraire aux Constitutions de la Republique, parce que dans tout tems, lorsqu'il s'est agi de donner un pouvoir limité aux Rois, elle n'a point oublié d'y ajouter ces paroles: *pro hac sola vice* ou d'autres semblables, ainsi que nous le voyons en plusieurs endroits des Constitutions. Il n'est pas permis d'inferer aucune clause ni restriction d'une Loi claire d'elle-même, Il s'ensuit delà: que le Droit accordé au Roy d'aujourd'hui de disposer du Diplome de Courlande est absolu, & que ce feroit à tort, que de lui supposer quelque clause ou Condition implicite. * Quant à votre seconde raison, avant de vous repondre, il faut que je vous cite ici cette Axiome du Droit: *Non tantum naturali sed etiam civili morte finitur mandatum & Privilegium extinguitur*, par conséquent un Diplome de même. Il est vrai, qu'on ne devoit point donner un Diplome tant qu'un autre Diplome subsiste pour la même chose, j'en conviendrois aussi, si Biron étoit encore actuellement capable d'avoir & de posséder le Duché de Courlande, il y auroit une injustice criante de donner un Diplome à quelque autre sur ce Duché, mais ce Duc devant être regardé lui & sa Famille comme Mort civilement, son Diplome doit avoir le même sort, & le Duché doit être censé vacant. La susdite Constitution de 1736. a ordonné que la Courlande soit gouvernée par un Duc, il faut donc satisfaire à cette Loi de la Republique, & donner le Diplome en question au Prince Royale Charles.

Al-

Allons encore plus loin & voyons, si le Droit, que Biron (en le supposant en liberté) peut avoir acquis sur ce Duché, doit etre encore en quelque consideration, & s'il n'a pas perdu sa valeur de toute maniere. Nous savons que la Constitution de 1736. ne garde la Courlande aupres du Gouvernement Ducal, que dans la seule vuë de *liberer les Domaines* de la Menſe Ducale de toutes dettes. Nous ſavons auſſi, que nos loix exigent, que tout Duc Vaſſal prête le ſerment de fidelité a la Republique *en Perſonne*, dont je vous mets celle de 1683. Vol III. Pag: 659. Titre *Homagium*: Le Duc de Courlande lui même prêtera à l'avenir, autant de fois, qu'un nouveau Duc ſera revêtu de ce Duché, l'hommage à nos Rois EN PERSONNE. *Xiąże Kurlandzki ſam ná potym quotiescunqae contigerit nowy Xięſtwa tego Poſſeſſor IN PERSONA SUA homagium oddawać Królom polnien będzie.* Sans quoi les Etats de Courlande ne ſauroient le reconnoitre pour leur Maître. La forme du Gouvernement de Courlande preſcrit auſſi bien des formalités eſſentielles à obſerver, des quelles je n'avancerai que celle, que le Duc a á traiter & à aſſurer aux Etats de ce Duché leurs Privileges & immunités; Toutes ces conditions n'ayant pas été entierement ſatisfaites, le Diplome donné à Biron, (qui n'a jamais été en Courlande) peut il etre cenſé valide? Le Droit nous enſeigne: *Non expletis conditionibus*

conditionalis Possessor non dicitur possidere, & ideo non competit ei restitutio, si deficiatur de illa possessione. * La Commission de Dantzig est encore un foible argument en faveur de Biron; elle n'etoit pas nommée pour l'autoriser parce qu'elle a été établie *onze Ans*, avant qu'il eût été question de lui, c'est à dire en 1726. à Grodno, & prolongée par la Diette de 1736. du vivant du Duc Ferdinand Kettler. Elle n'a pû autoriser le dit Biron, parceque le Fief ne devint vacant qu'en 1737. par conséquent, tout ce que cette Commission a établi en faveur de Biron a Dantzig, doit être *commun pour tout Duc*, auquel le Roy donne le Diplome, le pouvoir de cette Commission regardant principalement le rachat des Terres de la Menſe Ducale, & ainsi proprement *la charge du Duc*, & non *la Personne Ducale de Biron*. Rien donc de plus juste, que de donner un Diplome à un autre, qui satisfera à toutes les obligations de la Constitution de 1736. *ad normam Formulæ Regiminis & tenorem mentis Reipublicæ.*

Le Second.

SI Biron n'a pas satisfait aux conditions prescrites par la Republique, ou bien s'il n'a pas pris les réines du Gouvernement du Duché de Courlande *selon l'usage requis en Courlande*, il faut faire annuler son Diplome en justice, & ne point en faire emaner d'autres sans aucune procès préalable.

JE réitere ici dérechef la Régle du Droit: lorsque quelqu'un ne remplit pas le conditions, moyennant les quelles il acquiert quelque Droit sur une chose, il est censé annuller ce droit par défaut, & il rend la liberté au Donateur de traiter avec un autre qui s'engage à remplir les dites conditions.

Si cependant quelqu'un s'avisait de soutenir, qu'il falloit juger avant tout Biron, je ne saurois m'imaginer devant quel Tribunal il faudroit vuidier cette affaire? (parce que celui de la Diette même sçait déjà toutes les causes, qui dependent du sien, selon la Constitution de 1678.) il n'y auroit nul moyen de faire observer vis-à-vis de Biron des formalités prescrites par les Loix; il a été envoyé en Siberie, & n'est en état à aucun titre de paroître en jugement ni en personne ni par un Plenipotentiaire, ni comme Duc de Courlande, parce que les Etats ne l'ont pas *pleinement* reconnu pour tel, faute d'accomplissement de bien de choses usitées dans ce pais la; ni comme un Ministre d'une Puissance estrangere, condamné pour ses crimes à une prison perpetuelle (*ce qui le rend par-là même incapable de posseder ce Duché & l'en prive ipso facto.*) mais encore comme un homme condamné lui & toute sa famille par la sentence de l'Empire de Russie à la mort Civile. Il ne reste donc qu'à satisfaire à la Constitution de 1736. & donner le Diplome au Nouveau Duc.

Il est bien triste de voir, que cette Constitution, & cette Loi de la Republique pendant 18. années de tems n'a pas eû son effect, & la Courlande est restée privée d'un Duc. Si l'on demandoit par hazard aux Ober-Rathes (premiers Conseillers de la Régence) & à la Noblesse, quel a été votre sort pendant tout ce tems-là? ils repondroient peutêtre: *facti sumus orphani*, comme si la Republique de Pologne ne prenoit aucun interet de songer à nous. Toutes ces reflexions nous font voir evidemment, que remettre cette affaire de Courlande à un autre tems, est autant, que vouloir dépouiller la Pologne de sa souveraineté sur ce Duché, parce qu'il est dur & triste à ses Etats d'être sans Duc, même il est presque impossible de supporter tous les désordres, qui s'y sont glissés & subsistent depuis très long-tems. Qui sçait, si les mêmes Etats forcés par cette espee d'Anarchie, n'auroient pas pris le parti de recourir à quelque Puissance étrangere (ainsi que l'on y en a vû des vestiges par des papiers séduisans) pour lui demander un Duc & la Protection, que la Pologne paroît leur refuser, si on alloit traîner cette affaire jusqu' à la Diette puisque personne ne peut assurer quand elle aura lieu.

Le Second.

QUoiqu' il en soit, je crois, que le Droit du Prince Charles en seroit d' autant plus affermi, si c'étoit toute la Republique, qui eût résolu son affaire de Courlande.

Le Premier.

Personne au monde ne sauroit contester le Droit, que la Republique a acquis sur ce Duché depuis l'an 1561. & la Constitution de cette Republique de 1736. fait toute sûreté au Duc de Courlande; Vouloir empêcher, que Monseigneur le Prince Charles n'eût jamais le Diplome sur ce Duché, parce que les Diettes, comme de coutume, ne réussiront pas; la conjoncture favorable à cette affaire se passera; & comme vous savez que toute matiere une fois renvoyée à la résolution de la Diette, ne peut pas être révoquée, & par conséquent le Diplome ne pourroit pas être expédié non plus.

Le Second.

MAis que faire, dès que c'est la loi, qui l'ordonne, & le serment oblige tant les Senateurs que les Ministres de veiller au Bien de la Patrie *quid quid nocivi videro averram*, & qu'il ne leur est pas permis de parler autrement.

Le

Le Premier

JE vous ai fait voir Monsieur, par les Articles précédens, qu'il est impossible de colorer le prétexte pour la Loi, la mauvaise volonté pour le zèle, et de substituer à la Matière d'Etat l'inimitié, ainsi qu'il est impossible de disconvenir que l'affaire de Courlande, telle qu'elle s'est passée aujourd'hui dans le Conseil du Sénat, *ne dérogeant en rien à la nature du Fief de la Republique de Pologne, rien aux Pactes de subjection de la Courlande, rien à la forme de son Gouvernement* mais tout au contraire fondée sur la Constitution de 1736. n'a aucune raison d'attendre, à titre de Matière d'Etat, la résolution des trois Etats. Et ce seroit à tort, que l'on supposeroit la Religion des Senateurs d'être compromise dans cette affaire. & ils ne doivent avoir aucun scrupule de demander & de conseiller au Roy, qu'il donne le nouveau Diplôme au Prince Charles, parce que *toute chose evidente n'engage aucun serment*; même il est indubitable, que laisser échapper l'occasion, qui se presente actuellement au sujet de la Courlande, c'est plutot, *non avertere id quod est nocivum Reipublicæ sed causare.*

Le Second.

Vous pretenderiez donc Monsieur, que le Droit de donner le Diplôme sur la Courlande, est aujourd'hui un Droit appartenant au Roy seul?

Le Premier.

Sans contredit le Roy d'aujourd'hui a ce pouvoir, & doit l'avoir aussi long tems, que la Republique ne fera d'autres Constitutions contraires à celle de 1736. qui a laissé entre les mains du Roy le Droit de conferer le Diplome pour le Duché de Courlande à qui bon lui semblera, sans lui prescrire le tems d'une autre Diette, & je crois, que ce pouvoir a été donné, *pour que sa Majesté en fit usage.*

Le Second.

Si c'est un Droit appartenant au Roy, qu' a-t-il eû besoin de présenter cet article à l'avis du Sénat?

Le Premier

CE n'étoit pas pour savoir: si donner un Diplome étoit un Droit appartenant au Roy ou non? (parce que les Rois acquièrent leur Droit de tous les Ordres de la Republique) car Sa Majesté le savoit de la Loi 1736. dont il a été question tant de fois; mais Sa Majesté a voulu communiquer cet Article au Conseil du Sénat (aux freres aînés de la Republique) eû egard au triste état du Duché de Courlande privé de son Duc depuis 18. ans, n'y aiant plus d'esperance, que Biron avec sa famille pût être jamais élargi, & que d'ailleurs la Cour Imperiale de Petersbourg promettoit
sole-

solemnellement par ses Ministres tant en Courlande qu'à Varsovie, de vouloir beaucoup de bien à la République, si Sa Majesté conféroit ce Duché Messieurs Le Prince Charles; Ce Conseil donc des Senateurs & des Ministres pouvoit se librement porter, soit pour ce Digne Prince, ou pour quelque autre, afin d'obtenir du Roy le Diplome pour ce Duché. Avouons Monsieur, entre nous franchement, que si Le Roy avoit à présent remis cette affaire de Courlande à un autre tems, & que les circonstances, que nous voyons aujourd'hui concourir en faveur de ce Duché, eussent changé, est-ce que la République n'auroit pas alors de sujet de faire quelques reflexions à son égard? ou bien, supposé que Biron ne fût point dans le cas, où il se trouve actuellement, mais encore Régent ou Ministre de Russie, & que la République le voulut juger comme son Duc Feodal, pour n'avoir pas entièrement rempli les conditions, qu'elle lui a prescrites, ou encore, que Notre République voyant l'occasion présente manquée à pourvoir d'un Duc ce Duché, voulût un jour le donner à quelqu' autre, sans se rapporter à l'avis de la Cour Imperiale de Petersbourg (la quelle en tient une partie si considerable en sequestre) avouons dis - je, que cet objet demanderoit son attention. C'est pourquoi à bien prendre toutes les conjonctures présentes, & en reflechissant sur

sur celles de l'avenir, il nous convient de remercier le Tres-haut, de ce que nous voyons rentrer le Duché de Courlande sans aucune difficulté dans ses droits, & la Republique dans les siens. Plût à Dieu, que d'autres Provinces de la Republique, Feodales ou non, trouvassent un jour les conjonctures aussi favorables pour lui être de même réunies! La République n'en seroit-elle pas plus heureuse? Quelle obligation n'en auroit-elle pas au Roy & au Senateurs! ne s'empreseroit-elle pas de profiter de pareilles occasions? Remercions-en donc la Providence, de ce qu'elle nous a fait naître cette circonstance favorable pour la Pologne, rendons aussi grâces à Sa Majesté le Roy pour les soins qu'il s'est donné en vrai Pere de la Patrie, en donnant un Duc à cette Province selon la teneur des loix; témoignons - en aussi notre reconnoissance au Senat, de ce qu'il y a concourrû par ces ayis, & formons en même tems des vœux pour Monseigneur le Prince le Nouveau Duc, afin que ce Duché lui serve de degré, pour monter aux premiers Trones de l'Europe.



1845

1846

1847

1848

1849

1850

1851

1852

1853

1854

1855

1856

1857

1858

1859

1860

1861

1862

1863

1864

1865

1866

1867

1868

1869

1870

